
M.E.S., Numéro 124, Septembre - Octobre 2022

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 10 octobre 2022



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, septembre - octobre 2022

JEUNES KINOIS ET ENGAGEMENT POLITIQUE :

Enjeux et perspectives

par

Albert KABONGO MWAMBA

Apprenant, Sciences Politiques et Administratives

Université de Kinshasa

Résumé

L'engagement politique des jeunes kinois est un élément principal de la bonne santé démocratique de la République Démocratique du Congo, dans la mesure où les réalités internes et externes auxquelles fait face le pays, doivent servir de déclic, voire de facteur interpellateur des gouvernants en vue de la mise en place d'une véritable politique publique nationale adaptée aux problèmes de sa jeunesse d'une manière générale.

Les structures conventionnelles et non conventionnelles réservent à la jeunesse de la ville-province le rôle de second plan, alors qu'elles doivent militer pour l'émergence de cette catégorie sociale en instaurant un système d'encadrement et de responsabilisation des jeunes kinois, malgré sa faible participation dans ces structures.

Mots-clés : Jeunes, engagement, engagement politique

Abstract

The political commitment of young people from Kinshasa is a main element of the good democratic health of the Democratic Republic of Congo, insofar as the internal and external realities facing the country must serve as a trigger, even as a questioning factor for the rulers in for the establishment of a real national public policy adapted to the problems of its youth in general.

Conventional and unconventional structures reserve a secondary role for the youth of the city-province, whereas they must militate for the emergence of this social category by establishing a system of supervision and empowerment of young people from Kinshasa, despite its weak participation in these structures.

Keywords : *Youth, commitment, political commitment*

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo en général et la ville-province de Kinshasa en particulier, assistent contrairement au reste des pays de la sous-région de l'Afrique centrale, à un engagement politique de sa jeunesse et, le mode de participation devient de plus en plus diversifié et multiforme. Les adhésions dans des structures conventionnelles et non conventionnelles, les associations de la société civile et le soutien des candidats par les plateformes des jeunes pullulent dans la capitale congolaise.

Bien que numériquement majoritaire, les jeunes ont été considérés comme un groupe social que l'on peut qualifier globalement de laissés-pour-compte. Sa marginalisation sociale et politique a provoqué un attachement à toute idée de changement d'où qu'elle vienne, et la crise économique et politique des années 80 et 90 a déclenché jusqu'aujourd'hui un mouvement de protestations et de manifestations politiques soutenues par la jeunesse et organisées par les partis politiques d'opposition majoritairement. Sur d'autres plans, les mouvements de luttes armées de libération recrutèrent largement parmi les couches jeunes de la population. Depuis les indépendances, la contestation des jeunes, celle des étudiants notamment, s'est dirigée contre les gouvernements établis¹.

¹ J.A. MBEMBE, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique Noire*, L'Harmattan, Paris, 1985, p.107.

Le printemps arabe a été une des révélations du 21^{ème} siècle de la revendication et de l'engagement politique des jeunes. Cette mobilisation qui a touché les jeunes jusqu'au Sud du Sahara, a permis aux politiques de prendre conscience de l'apport de cette couche sociale dans la lutte pour le changement, le renouvellement de la classe politique et de la participation de la nouvelle génération à la gestion de la *res publica*.

Et pourtant, les jeunes à eux seuls présentent la majorité d'habitants en RD Congo et ils ont depuis 60 joué un rôle prépondérant au devenir du pays. Le potentiel que représente la jeunesse est illustré par plusieurs cas connus d'ici ou d'ailleurs. François Mitterrand est devenu ministre à 30 ans ; le roi Baudouin a accédé au trône à 21 ans ; le colonel Kadhafi est devenu Chef de l'Etat à 28 ans ; le Président Bongo à 32 ans ; Fidel Castro s'est lancé dans la lutte révolutionnaire à 26 ans. Dans notre pays, Kabila Kabange Joseph est arrivé au pouvoir à 29 ans, le futur Maréchal hantait déjà les allées du pouvoir à 30 ans, tandis que les commissaires généraux avaient interrompu leurs études universitaires pour constituer leur collège, en septembre 1960².

Depuis plusieurs décennies, le pays est quasi-inexistant vis-à-vis de l'encadrement de la jeunesse kinoise, d'où, son incapacité a produit des délinquants et de marginaux dans la ville, une aubaine pour les intégristes de trouver de terrains fertiles pour semer la haine et l'intolérance, alors que la participation politique en RD Congo est bâtie sur un fondement constitutionnel. Le pays fait partie de la majorité des traités internationaux et africains des droits relatifs à la participation politique, à la démocratie, et à la citoyenneté égale. La RD Congo a également adhéré aux principaux traités relatifs à la lutte contre la discrimination et à la promotion de l'égalité entre les citoyens.

Malheureusement, les dirigeants contraignent les désidératas de la jeunesse kinoise par la mise en œuvre d'une stratégie de découragement de toutes les manifestations contre le régime. Pour ce faire, le pouvoir recourt à la corruption, à l'administration de la peur et à la répression violente. Des « jeunes leaders » (fabriqués de toute pièce) des quartiers, des associations, des partis politiques, sont financés et « livrés » aux médias pour pousser la jeunesse à ne pas manifester et à faire l'apologie du régime. En même temps, les autorités publiques menacent publiquement les jeunes qui entendent manifester en leur disant par exemple : « ne participez pas à une marche organisée par l'opposition, sinon vous risquez de mourir. Les enfants des opposants ne participent pas à ces marches, mais étudient en Europe. Ceux qui manifestent sont des pilliers. Or nous sommes contre le pillage, ... ». De même, le pouvoir n'hésite pas, lors des manifestations néanmoins tenues, de procéder à des arrestations arbitraires et massives, à des tirs à balles réelles, à la dispersion des foules avec des armes létales, ... somme toute, des pratiques illégales et condamnables³.

Dans tous les pays, la place des jeunes dans les institutions politiques dépend en premier lieu de l'attitude des partis politiques et de leurs dirigeants. Les partis ont l'initiative d'intégrer les jeunes dans les instances dirigeantes et de les placer en position éligible pendant les élections. Mais le constat est que ceux-ci sont utilisés dans des structures politiques comme de figurants pour gonfler simplement les rangs des manifestants.

L'engagement des jeunes présente des enjeux énormes sur le plan social, économique et politique dans une société dite démocratique comme la nôtre, et les défis à relever pour amorcer le développement tiennent compte de l'apport de chaque couche sociale. La construction d'un Etat doit se baser sur l'émergence d'une citoyenneté active, car, en effet,

² P. MUKENDI TSHIMUANGA, P., *RD Congo, réinventer..., l'espoir...*, L'Harmattan, Paris, 2009, p.203.

³ M.G. KUNA MABA, *La République Démocratique du Congo à l'épreuve d'une alternance pacifique. Les enjeux d'une lutte de recomposition de l'espace autoritaire*, éd. Terabytes, Kinshasa, 2017, p. 129.

prétendre promouvoir les jeunes sans que les gouvernants mettent en place une politique publique susceptible de prendre en compte leurs désidératas est une contradiction réelle.

L'intérêt de cette dissertation réside sur le fait que nous voulons sensibiliser les autorités politico-administratives sur le rôle et le poids démographique de la jeunesse kinoise, les moyens modernes de revendications en leur possession et leur désir avoué d'apporter une pierre à l'édifice. Les jeunes kinois s'engagent dans des partis politiques et dans d'autres structures non conventionnelles pour faire entendre leurs voix et participer rationnellement et efficacement à la gestion de la cité. Même si la précarité de conditions de leur vie et le manque de débouchés jouent en leur défaveur, cette classe sociale reste déterminée à peser sur la destinée de la RD Congo.

Dans le cadre de ce papier, nous considérons jeune toute personne qui a entre 18 ans et 35ans, membre d'une structure conventionnelle ou non, qui milite pour un changement démocratique de mode de gestion de la cité. Cette limitation tient compte de la majorité constitutionnelle qu'a chaque individu d'élire ou de se faire élire en RD Congo.

Aussi, pour extraire les fondements de l'engagement politique des jeunes, allons-nous (I) d'abord exposer la politique publique congolaise en faveur de la jeunesse, (II) présenter les enjeux sur l'engagement des jeunes kinois en politique, et (III) enfin envisager les perspectives sur l'engagement politique des jeunes kinois, avant de tirer une conclusion.

I. POLITIQUE PUBLIQUE CONGOLAISE EN FAVEUR DE LA JEUNESSE

La population congolaise est constituée à 65% de jeunes. Malgré ce poids démographique couplé au potentiel que représente la jeunesse congolaise, celle-ci demeure exclue ou faiblement représentée dans le tissu sociopolitique du pays du fait de l'absence et/ou de l'insuffisance des politiques publiques et ce, dans un contexte de persistance de conflits violents qui affectent une jeunesse particulièrement précarisée et vulnérable et courant le risque de basculement dans la violence⁴.

Cependant, la politique publique de la jeunesse s'intéresse à plusieurs aspects interdépendants de la vie des jeunes : le bien-être, l'apprentissage, la participation démocratique et l'inclusion. Elle peut offrir aux jeunes la possibilité d'acquérir les connaissances, les compétences et les attitudes nécessaires pour trouver leur place dans la société civile et sur le marché du travail. De leur côté, les jeunes peuvent percevoir que la politique de jeunesse offre des activités des valeurs positives(...) d'une manière ou d'une autre, la politique de jeunesse permet de créer des opportunités afin que les jeunes puissent se positionner dans une communauté de valeurs. Elle peut ainsi soutenir la cohésion sociale et le développement de sociétés démocratiques⁵.

Malheureusement, Le pays souffre d'un manque de recensement de la population, et la dernière remonte à 1984. La base des données en rapport avec la jeunesse est inexistante, c'est ce qui bloquait, selon les experts dans le domaine, la mise en place d'une bonne politique publique de la jeunesse basée sur des statistiques réelles. A cause de l'absence du recensement de la population en général, et de la jeunesse en particulier, la RD Congo est restée longtemps sans la mise en place d'une politique publique de la jeunesse, c'est ainsi que le ministère de la jeunesse et des sports s'est focalisé sur ce sujet en 2009 pour ainsi doter le pays d'un instrument d'encadrement de la jeunesse en vue de son épanouissement tout azimut.

Malgré le manque de recensement, les études indiquent que les jeunes ne se sont pas désengagés des pratiques démocratiques et civiques, et qu'ils semblent rester fortement

⁴ B.P MURHULA, et Ali, Rapport final de la recherche menée sur les stratégies de résiliences développées par les jeunes pour contrer le basculement dans la violence, l'injustice et l'exclusion au Nord et Sud-Kivu, éd. GRIP,2020,p.8.

⁵ [http:// youth-partnership- eu. Coe.int](http://youth-partnership-eu.coe.int), Les fondements de la politique de jeunesse : Union Européenne

attachés aux valeurs démocratiques. Ils participent aujourd'hui à diverses formes d'activités démocratiques qui correspondent à leur vision de la démocratie et de la citoyenneté, dans une société où ils se sentent exclus des processus politiques. Les manifestations et les émeutes constatées dans de nombreux pays européens et africains⁶, pourraient être vues comme la réponse de la jeunesse à un système politique qui ne leur permet pas d'exercer leur part du pouvoir.

Les recherches sociologiques sur l'engagement des jeunes en politique en RD Congo ou/et sur la politique publique en faveur de cette frange de la population sont, pour le moins, rares. Malgré leur poids démographique croissant évoqué ci-dessus et la progression de la proportion scolarisée au sein de cette catégorie sociale, peu d'études ont été réalisées sur cette thématique.

Cinq objectifs majeurs du Millénaire sur les huit ont trait aux jeunes. Il s'agit de la prise de conscience des autorités du pays de la corrélation entre le poids démographique de la population juvénile, la problématique des jeunes et la dynamique de la pauvreté les a amenées à considérer la jeunesse comme groupe social prioritaire pour l'intervention de l'Etat en matière d'investissements, en tenant compte des différents groupes de jeunes tout en accordant une attention particulière aux plus vulnérables d'entre eux⁷.

Ainsi, le Gouvernement de la RD Congo a décidé de se doter d'une Politique Nationale de la jeunesse pour souligner sa ferme volonté et celle de la Nation tout entière de favoriser le développement et la responsabilisation de la jeunesse, d'une part, et son intégration dans les secteurs de la société, d'autre part. Par ailleurs, cette politique souligne tout autant l'engagement du Gouvernement d'ériger en priorité la participation pleine et entière des jeunes dans la vie de la nation et de répondre positivement et durablement à leurs besoins et aspirations⁸.

Cependant, La fragilité de la RD Congo due aux multiples agressions et rebellions, plus particulièrement à l'Est, sa démission vis-à-vis de l'encadrement des jeunes, n'ont pas permis l'exécution de cette politique nationale de la jeunesse, sans ignorer les pesanteurs socio-politiques ayant aussi milité pour son échec.

Malgré le fait que l'élaboration d'une politique nationale de la jeunesse n'ait pas produit un résultat escompté, les partis politiques continuent d'utiliser cette catégorie sociale de la population pour leurs propres intérêts, c'est ainsi que pendant le cycle électoral, les jeunes kinois sont de plus en plus moins alignés sur les listes électorales, et ceux qui se présentent aux élections manquent de tout, et surtout de moyens financiers pour battre campagne. Le comble dans cette marginalisation des jeunes kinois est que la majorité sont utilisés dans les campagnes électorales de leurs leaders sans être rémunérés, et n'ont pas l'espoir de jouer un rôle majeur après l'élection de leur mentor.

En dépit du fait que la jeunesse soit considérée comme fer de lance du développement national, elle subit des actions conçues d'en haut sans sa participation. Elle demeure ainsi en marge de la conception et de la prise de décision dans la sphère nationale, alors qu'elle porte le lourd fardeau de risque et d'incertitude générée par le processus de mondialisation⁹.

II. LES ENJEUX SUR L'ENGAGEMENT DES JEUNES

⁶ Le printemps arabe au Maghreb et Balai citoyen, Y'en a marre, Filimbi et Lucha au sud du Sahara ont été une bonne illustration de l'engagement des jeunes au changement.

⁷ RD Congo : Ministère de la jeunesse et des sports, Politique Nationale de la jeunesse, éd. jeune Congo, Kinshasa, 2009, p.3.

⁸ Ibidem.

⁹ Idem, p.7

Le pourcentage des jeunes sur les fichiers des enrôlés aux élections donne le fil à retordre aux dirigeants, qui mettent en place tous les stratagèmes pour conquérir les voix de jeunes, les attirent par des moyens illégaux : achat des voix par les billets de banque, t-shirt et promesses de campagne non réalisables.

Cependant, le poids démographique de la jeunesse kinoise et la constitution de cette couche sociale par plusieurs sous-couches désœuvrées donnent l'occasion aux tenants du pouvoir de la diviser pour bien régner. L'attachement des jeunes aux hommes politiques devient un moyen de survie de ces derniers, c'est ainsi que les partis politiques congolais, dans leur majorité, utilisent les jeunes pour d'autres fins pendant des manifestations politiques, meetings, ville-mortes et autres moyens d'expression pour semer la zizanie.

La création des cellules d'autodéfense au sein des partis politiques devient monnaie courante, dans l'opposition ou au sein de ceux qui dirigent, on constate ce phénomène. Les jeunes kinois sont enrôlés dans ces structures juste pour riposter aux attaques des camps adverses, la rationalisation de l'engagement et la mutualisation des efforts pour un résultat escompté posent de sérieux problèmes à cause de leur manipulation par les aînés. La mauvaise place attribuée aux jeunes kinois dans nos partis politiques par les opérateurs politiques désoriente la jeunesse et les empêche de se consacrer sur leur participation politique positive.

L'adhésion des jeunes dans des structures politiques conventionnelles et non conventionnelles bute à d'énormes difficultés, d'où l'installation de conflit intergénérationnel dans nos partis politiques. En conséquence, les jeunes deviennent des victimes potentielles, dont leur marginalisation provient de plusieurs tares, parmi lesquelles, la précarité de leur situation sociale qui les empêche de créer et d'entretenir financièrement une structure politique, et aussi le manque d'expérience qui s'ajoute comme obstacle.

Les plus âgés travaillent longtemps et empêchent les plus jeunes d'accéder à des postes politiques. Lenoir explique que «c'est précisément la détermination de cet âge, moment où les générations plus âgées à se retirer des positions de pouvoir afin de les occuper à leur tour, qui constitue l'enjeu de la lutte entre les générations¹⁰.

La RD Congo illustre bien cette dualité intergénérationnelle, hormis la présence de quelques nouvelles figures au niveau de l'appareil de l'Etat, les caciques continuent de jouer le rôle majeur dans la gestion de la res-publica en déléguant ou en parrainant ceux qui seront promus à des postes de responsabilités, et plus particulièrement les jeunes. Ce parrainage affaiblit les jeunes dans leur engagement politique et à leur lutte de la recherche de l'intérêt général.

III. PERSPECTIVES DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE DES JEUNES

L'ancien Secrétaire Général des Nations-Unies, Koffi Annan avait déclaré : « les jeunes devraient être la pointe du changement global et de l'innovation. Habilités, ils peuvent être des acteurs clés pour le développement et la paix. Si, toutefois, ils sont laissés sur les marges de la société, chacun d'entre nous sera appauvri. Faisons en sorte que tous les jeunes aient toutes les chances de participer pleinement à la vie de leurs sociétés¹¹ ».

La participation des jeunes kinois dans le processus de prise de décision politique n'est pas une faveur, mais plutôt un droit. Un droit qui leur revient en tant que citoyens à part entière de leur pays et un droit qui constitue une des conditions requises par les principes démocratiques. Mais il faut que les participants se rendent compte qu'un droit

¹⁰ R. LENOIR, « Objet sociologique et problème social » in Champagne P, 1999, p.61.

¹¹ Manuel du participant, appui à la participation des jeunes à la vie politique en République du Mali, éd. EISA, Suisse, 2015, p.11.

engendrer toujours une responsabilité. La jeunesse est considérée comme « fer de lance de la nation, la garantie la plus sûre pour l'avenir ou encore l'avenir au présent », sa participation à la gestion étatique est de tout le souhait. La démocratie veut que « le pouvoir soit exercé par le peuple et pour le peuple » (A. Lincoln), en intégrant toutes les couches de la société.

Les citoyens sont le propriétaire du pouvoir de commandement et de la contrainte en démocratie. Chaque citoyen d'un Etat dispose d'une fraction de souveraineté selon J.J. Rousseau, « supposons que l'Etat soit composé de mille citoyens : le Souverain ne peut être considéré que collectivement et en corps. Mais chaque particulier, en tant que sujet (membre), est considéré comme individu. Ainsi, le souverain est à chaque membre comme dix mille sont à un : c'est-à-dire que chaque membre de l'Etat n'a pour sa part que la dix millième partie de l'autorité souveraine, quoi qu'il lui soit soumis tout entier¹².

Mais, Le degré qu'ont atteint la corruption dans notre pays, la mégestion de la chose publique et le népotisme, les jeunes kinois doivent se sentir interpellés pour relever ces défis. Ces pratiques montrent que l'enrichissement au détriment de l'intérêt public n'est pas propre aux agents de l'Etat ; mais aussi le fait de leurs clients et familles. J.F. Bayart qualifie ce phénomène de politique de ventre¹³ : le pouvoir devient, pour son détenteur, le principal instrument d'accumulation primitive, de réussite sociale (biens, possibilité d'avoir plusieurs femmes ou bureaux comme on le dit en RD Congo, etc.), il sert également à la famille dudit détenteur de bénéficier des ressources de l'Etat au détriment des autres.

Les jeunes ont une mauvaise image de la politique, associée à des luttes violentes et parfois mortelles qui y vont pour le pouvoir, empêchant un engagement sérieux et digne de son nom auprès de cette frange de la population. Or, la non-participation des jeunes se paie toujours par la non-prise en compte systématique des plus besoins et intérêts réels dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques. Ne dit-on pas très souvent que « si tu ne fais pas de la politique, la politique te fera ? ».

Le renouvellement de la classe politique par les jeunes a comme finalité :

- l'apprentissage et la formation des « new comer », c'est-à-dire des nouveaux venus qui ne maîtrisent pas encore les rouages et les mécanismes de gestion de la cité ;
- la transmission de la culture, des valeurs, des savoirs et de savoir-faire politique d'une génération à une autre ;
- le renouvellement générationnel à travers l'émergence d'un nouveau leadership politique que les jeunes devront assurer.

En effet, un pays peut être assimilé à un vaste domaine que les générations précédentes cèdent aux générations suivantes pour que celles-ci puissent préserver les acquis et repousser les limites des réalisations¹⁴.

Le combat pour l'intérêt général est un combat pour tous, les jeunes ont de l'énergie pour cette guerre, il suffit de les préparer et de prendre en compte leurs agendas pour ainsi amorcer le développement de la République Démocratique du Congo.

CONCLUSION

Au terme de notre recherche sur les jeunes kinois et l'engagement politique en République Démocratique du Congo : Enjeux et perspectives, et en partant du postulat selon lequel c'est la non-prise en compte de désidératas des jeunes kinois qui est l'élément

¹² J.J., ROUSSEAU, Contrat social, cité par J.R LOHATA TAMBWE, « Politique comme gestion visant le bien commun », in *Congo-Afrique*, n°506, Juin-Juillet, 2016, p. 464.

¹³ J.F BAYARTS, *L'Etat en Afrique*, cité par LOHATA TAMBWE, *op cit*, p.467.

¹⁴ Manuel d'information et de formation, *Les jeunes et l'engagement en politique au Cameroun*, Friedrich Ebert Stiftung, 2014, p.13.

déclencheur de l'engagement politique des jeunes, notre intention était de comprendre et d'explorer cet engagement afin d'en saisir les enjeux et les contraintes.

D'entrée de jeu, nous pouvons dire que l'engagement politique des jeunes kinois semble patiner pour plusieurs raisons, dont la première est attachée à l'Etat congolais qui s'est désolidarisé de l'une de sa mission régalienne de préparer le renouvellement générationnel de la classe politique par la responsabilisation des jeunes à la gestion étatique. Il faut noter également le manque de suivi de la politique publique en faveur des jeunes et le vide juridique sur le quota des jeunes sur les listes électorales ou postes politiques.

En effet, les difficultés d'inclusion des jeunes kinois dans la sphère politique handicapent la santé démocratique en République Démocratique du Congo, nonobstant les efforts constatés par l'actuel régime, la situation de la jeunesse reste préoccupante : chômage, pauvreté, non-participation à la prise de décision, marginalisation, etc. mais il faut souligner que ceux qui ont une parcelle de pouvoir, pour la majorité, c'est grâce à d'autres tactiques d'accession au pouvoir, et non à la méritocratie.

La jeunesse kinoise doit avoir le courage de se battre à arme égale pour devenir acteur à part entière afin de façonner le jeu politique et éviter d'être manipulé par les autres couches sociales. Le champ politique est un lieu de confrontation, où la place de chaque citoyen est acquise à l'issue d'une âpre bataille politique.

Les enjeux de l'engagement des jeunes kinois sont multiformes, interpellent tout le monde et donnent matière à réflexion sur le rôle et la place qui sont les leurs, en tenant compte d'un aspect important qu'est leur poids démographique galopant. A cet effet, les jeunes kinois possèdent une arme efficace si et seulement si, ils savent s'en servir pour pousser les gouvernants à tourner leur boussole vers les besoins de cette catégorie sociale de la première ville de la République Démocratique du Congo.

En définitive, l'intégration des jeunes en général, et kinois en particulier, à la gestion de bien communautaire, est un droit et un devoir pour chaque membre de ladite communauté. La géopolitique de la République Démocratique du Congo et l'esprit de velléité de certains de nos voisins doivent être un motif de l'engagement politique de notre jeunesse pour la sauvegarde de la souveraineté nationale et internationale.

Bibliographie

I. Ouvrages

- AKOUN, A. et ANSART, P., Dictionnaire de Sociologie, Paris, Le Robert, Seuil, 1999.
- KUNA MABA, M.G La République Démocratique du Congo à l'épreuve d'une alternance pacifique. Les enjeux d'une lutte de recomposition de l'espace autoritaire, éd. Terabytes, Kinshasa, 2017.
- LONCLE, P., Pourquoi faire participer les jeunes ?, éd. expériences locales en Europe, L'Harmattan, Paris, 2008.
- LUTUTALA, B., La participation politique des femmes congolaises de Kinshasa, éd. KONRAD ADENAUER, Kinshasa, 2019.
- MBEMBE, J.A Les jeunes et l'ordre politique en Afrique Noire, éd. L'Harmattan, Paris, 1985.
- MUKENDI TSHIMUANGA, P., RD Congo, réinventer..., l'espoir..., Paris, éd. L'Harmattan, 2009.
- NGOMA-BINDA, P., La participation politique, 2^e édition, revue et augmentée, Ifep, Kinshasa, 2005.
- SHOMBA KINYAMBA, S., Quelques singularités congolaises. Enjeux, compromis et reconfiguration sociale, éd. L'Harmattan, Paris, 2019.

II. Webographie et autres documents

- AFFAYA M.M. Et GUERRAOUI, D., Jeunes et politique publique, rapport, Maroc, Juillet 2011.
- [Http:// youth-partnership- eu. Coe.int](http://youth-partnership-eu.coe.int), Les fondements de la politique de jeunesse : Union Européenne.
- LENOIR, R., « Objet sociologique et problème social » in Champagne P, 1999.
- LOHATA TAMBWE J.R., « Politique comme gestion visant le bien commun », in Congo-Afrique, n°506, Juin-Juillet, 2016.
- Manuel du participant, appui à la participation des jeunes à la vie politique en République du Mali, éd. EISA, Suisse, 2015.
- Manuel d'information et de formation, Les jeunes et l'engagement en politique au Cameroun, Friedrich Ebert Stiftung, 2014.
- MURHULA, B.P., et Ali, Rapport final de la recherche menée sur les stratégies de résiliences développées par les jeunes pour contrer le basculement dans la violence, l'injustice et l'exclusion au Nord et Sud-Kivu, éd. GRIP, 2020.
- RD Congo : Ministère de la jeunesse et des sports, Politique Nationale de la jeunesse, éd. Jeune Congo, Kinshasa, 2009.